

Refuser le déclin

Selon un sondage SOFRES réalisé les 25 et 26 juin auprès de 1 000 personnes pour le compte du *Figaro-Magazine*, 56 % des Français estiment que « le déclin de la France est une réalité ».

par Alain Touraine

Dès qu'on parle de déclin, les hommes politiques se doivent de rejeter ce spectre inquiétant, de peur de sembler manquer de confiance en leur pays. C'est pourtant la rumeur qui a raison contre leurs discours trop rassurants. Bien sûr, aucune fatalité ne nous entraîne vers la décadence, et nous pouvons nous redresser, mais nous n'y parviendrons qu'en reconnaissant les forces qui nous entravent et que presque tous nous contribuons à accroître, en même temps que nous dénonçons leurs effets. J'en vois trois principaux.

1. *Une concentration trop élitiste des décisions, des responsabilités et aussi des privilèges.* La France a été redressée après la guerre grâce à l'action d'un très petit nombre, d'une nouvelle élite, renouvelée alors en partie grâce à la Résistance. Il fallait, semble-t-il, entraîner vers le changement une société qui était épuisée et désorientée. Un demi-siècle plus

tard, ce modèle français : des *grands* programmes publics dirigés par des membres des *grands* corps, venus des *grandes* écoles, est devenu trop étroit. Un plus grand nombre doit participer activement à un redressement qui implique un modèle plus diversifié, moins planifié, d'action et une plus grande capacité à répondre aux défis multiples et changeants qui viennent de l'extérieur. La France doit se débarrasser de modèles d'autorité trop rigides et abaisser les distances sociales vécues comme des barrières infranchissables.

Surtout, il faut que l'Etat retrouve ses responsabilités propres face aux changements économiques et technologiques, et qu'il cesse d'être colonisé par les corporatismes, qui s'opposent à toute transformation profonde au nom de la défense d'intérêts acquis, trop prompts à s'identifier à l'intérêt général. En période de croissance facile, on a pu avoir l'impression que les élites innovatrices entraînaient toute la population ; quand la conjoncture est devenue mauvaise, on s'est aperçu que seule une petite minorité s'identifiait au changement et que son élitisme et sa fermeture contribuaient à renforcer les freinages exercés par les groupes

moyens les plus influents, tandis que personne ou presque ne se souciait des plus pauvres et des exclus.

2. *On ne peut pas retrouver le chemin de la croissance si tout nous entraîne vers la consommation plus que vers la production, vers le commerce plus que vers l'industrie, vers la publicité, rebaptisée communication, plus que vers la recherche, vers le présent plus que vers l'avenir.* L'enseignement technique reste le parent pauvre de l'éducation nationale ; nos entreprises ne savent pas faire appel aux initiatives et mobiliser leurs ressources humaines ; et faut-il rappeler une fois de plus l'extraordinaire impuissance d'un monde universitaire que tous s'acharnent à priver de tout moyen d'action sur lui-même ?

3. *Enfin, et c'est à la fois le facteur de déclin le plus important et le plus difficile à définir, je crois qu'il n'y a toujours pas d'autre développement que national* et que les efforts pour préparer l'avenir ne s'imposent aux individus que si ceux-ci ont conscience d'appartenir à une collectivité dont le sort commande en grande partie leur avenir personnel et celui de leurs enfants.

(Lire la suite page 6.)

Refuser le déclin

(Suite de la première page.)

Il ne s'agit nullement d'en appeler ici au nationalisme, encore moins au chauvinisme, mais d'affirmer que l'effort collectif exige des objectifs communs, la volonté de défendre un genre de vie, des formes de vie collective, une conception de la liberté. Après la guerre, nous avons été portés par la marée montante des échanges internationaux, de la reconstruction et des nouveaux besoins à satisfaire; la croissance a pu être associée à une autocritique aiguë d'une société qui devait se débarrasser de son passé colonial, de ses penchants pétainistes, d'une longue période de médiocrité et même de lâcheté entre les deux guerres.

Aujourd'hui, nous pouvons et nous devons nous donner des objectifs plus positifs : créer une société moins injuste, lutter contre la discrimination, la ségrégation et le racisme, inventer de nouvelles formes d'éducation et de relations humaines au travail. Aussi éloignés des Japonais, auxquels sont imposées de fortes contraintes collectives, que des Italiens, riches de leurs initiatives qui pallient la faiblesse de leur État, pouvons-nous nous passer d'un nouveau civisme, de la volonté de défendre et de faire avancer une société dont nous serions certains qu'elle respecte, mieux que d'autres, les droits fondamentaux de l'homme ?

Pas de miracle

La prochaine campagne électorale donnera l'occasion à des groupes d'intérêts de défendre, de manière légitime, leurs intérêts. Mais une année de cohabitation a appris aux Français que l'opposition de la droite et de la gauche est à l'heure actuelle de portée limitée. L'enjeu principal de cette

campagne sera donc l'affirmation d'un projet de redressement national au-dessus des groupes d'intérêts et des partis, en appelant à l'effort et à la confiance du plus grand nombre pour avancer malgré les freins et les barrières des corporatismes et des lobbies.

Les Français ont attendu une solution miracle de la droite, puis de la gauche, puis à nouveau de la droite; chaque fois ils ont été déçus. Le seul message qu'ils soient disposés à entendre est que leur salut ne peut venir que d'eux-mêmes, de leur propre volonté de redressement et de renaissance.

Cela exige des candidats qu'ils mettent au-dessus de tout la volonté de lutter contre ce qui segmente et ferme la société française et rendent confiance à celle-ci en sa capacité d'action. Tout passe par là, et c'est seulement quand nous aurons retrouvé cette confiance en nous-mêmes que nous verrons reculer la xénophobie et les préjugés, reprendre les débats intellectuels et politiques, se réorganiser les mouvements sociaux, s'inventer de nouveaux modes de combinaisons entre les investissements modernisateurs et l'amélioration de la sécurité sociale.

Le thème du déclin indique de manière juste que le choix principal est aujourd'hui entre, d'un côté, la multiplication des barrières défensives que chacun élève pour se protéger et qui aggravent la crise et, de l'autre, la volonté et la capacité de donner la priorité au redressement, c'est-à-dire à la fois à l'investissement productif et à la conscience du plus grand nombre de participer aux efforts d'une société dont l'objectif principal est de devenir plus juste et plus libre.

ALAIN TOURAINÉ.